

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  **CONSEIL DE SÉCURITÉ**

Distr.
GÉNÉRALE

A/37/93
S/14877
22 février 1982
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-septième session
Points 20, 35 et 59 de la liste préliminaire^x
LA SITUATION AU KAMPUCHEA
QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET
DE LA COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE
INTERNATIONALE

CONSEIL DE SECURITE
Trente-septième année

Lettre datée du 19 février 1982, adressée au Secrétaire général par
le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la
République démocratique populaire lao auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué de la cinquième Conférence des Ministres des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, de la République populaire du Kampuchea et de la République socialiste du Viet Nam, tenue à Vientiane les 16 et 17 février 1982.

Je vous saurai gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre, ainsi que la pièce jointe, comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 20, 35 et 59 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim de la
Mission permanente de la République
démocratique populaire lao auprès de
l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Bounkeut SANGSOMSAK

x A/37/50.

ANNEXE

COMMUNIQUE DE LA CINQUIEME CONFERENCE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES
DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE LAO, DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DU
KAMPUCHEA ET DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIET NAM
(Vientiane, 16-17 février 1982)

1) La cinquième Conférence des Ministres des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, de la République populaire du Kampuchea et de la République socialiste du Viet Nam s'est tenue dans la capitale lao de Vientiane les 16 et 17 février 1982. La Conférence a passé en revue la situation mondiale et régionale ainsi que les relations d'amitié et de coopération fraternelle entre ces trois pays dans la lutte commune de leurs peuples pour bâtir et défendre leurs patries respectives aux fins de l'indépendance nationale et du socialisme dans la péninsule indochinoise, et de la paix en Asie du Sud-Est et dans le monde.

La Conférence a noté avec satisfaction qu'en dépit des difficultés encore nombreuses dues à la guerre et des actes hostiles de l'expansionnisme, de l'impérialisme et d'autres forces réactionnaires, la situation dans les trois pays d'Indochine ne cesse de s'améliorer. La situation au Kampuchea se stabilise chaque jour davantage : le peuple kampuchéen a retrouvé une vie normale et est maintenant le véritable maître de son pays, et le prestige de son Etat, la République populaire du Kampuchea, le seul représentant légal et authentique du peuple kampuchéen, ne cesse de croître. Les liens particuliers entre le Viet Nam, le Laos et le Kampuchea se resserrent et se consolident constamment. Les consultations de haut niveau qui se tiennent régulièrement entre les trois pays ont aidé à renforcer leur solidarité militante et l'unité de leur pensée. La coordination des trois pays sur le front diplomatique ces derniers temps s'est révélée harmonieuse et fructueuse. Avec leur politique extérieure de paix, les trois pays d'Indochine ont constamment renforcé leur rôle en tant que facteur positif pour la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est.

La Conférence apprécie à leur juste valeur les efforts fructueux déployés, en sa qualité de représentant des trois pays d'Indochine, par la République démocratique populaire lao, dont les activités ont contribué à renforcer la compréhension réciproque entre le groupe des pays de l'ANASE et le groupe des pays d'Indochine et à promouvoir le dialogue entre les deux groupes aux fins de résoudre les questions liées à la paix et à la stabilité en Asie du Sud-Est. La Conférence a évalué les travaux préparatoires de la première conférence au sommet des trois pays, qui doit se tenir cette année, et a décidé de les accélérer.

La Conférence s'est déclarée satisfaite du développement constant et positif de la coopération globale des trois pays d'Indochine avec l'Union soviétique et la communauté socialiste mondiale. La Conférence a indiqué à quel point elle appréciait

/...

les résultats de la Conférence consultative des Vice-Ministres des affaires étrangères des pays socialistes qui s'est tenue à Vientiane en décembre 1981 et a considéré que c'était là une contribution majeure de la communauté socialiste mondiale à la lutte commune pour la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est, qui aidait à réduire la tension dans le monde.

La Conférence a procédé à un échange de vues sur la situation du mouvement des pays non alignés et la coordination nécessaire entre les trois pays pour apporter une contribution active au succès de la septième Conférence au sommet des pays non alignés, de façon à permettre à ce mouvement de jouer pleinement le rôle important qui est le sien dans la lutte commune pour la paix et l'indépendance, contre l'impérialisme, le colonialisme et les autres forces réactionnaires.

2) La Conférence a été unanime à constater que la cause principale de la tension qui menace actuellement la paix dans le monde découle de la politique interventionniste des milieux impérialistes et des expansionnistes hégémonistes, à la tête desquels se trouve l'impérialisme américain qui intensifie la course aux armements et relance la guerre froide contre l'Union soviétique, les pays socialistes et le mouvement de lutte révolutionnaire des nations. Le fait que le Gouvernement Reagan veut jouer la "carte chinoise" et la collusion sino-américaine, représentent une menace permanente à la paix mondiale, et plus particulièrement un grave danger à la sécurité et à la stabilité en Asie. Cela étant, la Conférence a été d'avis que la première et la plus importante des tâches des peuples de ce pays était de lutter pour défendre la paix et contrer tous les sombres desseins et actes d'agression de l'impérialisme américain en collusion avec l'expansionnisme chinois et d'autres forces réactionnaires. La Conférence a été heureuse de voir que grâce à la croissance globale et à la politique étrangère à optique pacifique de l'Union soviétique et des autres pays de la communauté socialiste, grâce aux efforts des pays non alignés et des forces de la paix et de la démocratie, et grâce aux aspirations profondément ancrées que nourrit depuis longtemps une partie importante des peuples du monde, l'humanité se trouve à l'heure actuelle mieux en mesure de défendre la paix et de repousser le danger d'une nouvelle guerre mondiale.

3) Afin de sauvegarder leur indépendance nationale, leur souveraineté et leur intégrité territoriale ainsi que la paix et la sécurité en Asie du Sud-Est et dans le monde, les peuples lao, kampuchéen et vietnamien sont décidés à lutter contre la politique d'agression et d'intervention des autorités réactionnaires de Beijing en collusion avec l'impérialisme américain. Mais les peuples lao, kampuchéen et vietnamien n'en continuent pas moins à chérir leur amitié de longue date avec le peuple chinois et souhaitent rétablir des relations normales avec la République populaire de Chine sur la base du respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des uns et des autres, de la non-agression et de la non-intervention dans les affaires intérieures les uns des autres, sur un pied d'égalité et sur la base de l'intérêt mutuel, des relations de bon voisinage et du règlement pacifique des différends.

L'opinion publique mondiale accorde une très grande attention à la normalisation des relations entre les trois pays d'Indochine et la Chine, qu'elle considère être un facteur important de paix et de stabilité en Asie du Sud-Est. La République démocratique populaire lao, la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam réaffirment une fois de plus leur souhait de voir la partie chinoise donner une suite favorable à la proposition présentée le 28 janvier 1981 par les trois pays d'Indochine concernant la signature de traités de coexistence pacifique avec la République populaire de Chine.

La République démocratique populaire lao et la République populaire du Kampuchea appuient sans réserve la proposition conciliatrice de la République socialiste du Viet Nam, présentée dans la note datée du 30 janvier 1982 et adressée par le Ministre des affaires étrangères vietnamien à son homologue chinois concernant l'arrêt des hostilités militaires dans les régions frontalières entre les deux pays et l'organisation à une date rapprochée de la troisième série de négociations sino-vietnamiennes en vue d'assurer la paix et la stabilité dans les régions frontalières et d'examiner les problèmes d'intérêt commun. Le Laos et le Kampuchea appuient sans réserve le message lancé le 31 janvier 1982 par le Président du Conseil des ministres, Pham Van Dong, qui s'est félicité de l'initiative du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies proposant que le Viet Nam et la Chine prolongent l'état de paix dans les régions frontalières au-delà de la période du Têt.

4) Ayant lutté pendant des siècles pour leur indépendance, les trois peuples d'Indochine respecteront toujours l'indépendance et la souveraineté des pays voisins et des autres pays. Malgré la politique passée et présente des autorités thaïlandaises, politique d'hostilité envers les trois pays d'Indochine, les peuples de ces derniers chérissent toujours l'amitié avec le peuple thaïlandais et souhaitent établir des relations de bon voisinage avec le Royaume de Thaïlande pour le bien de chacun de ces pays et pour la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est. La République socialiste du Viet Nam et la République populaire du Kampuchea se félicitent des résultats du voyage entrepris au Royaume de Thaïlande en novembre 1981 par le Premier Ministre adjoint et Ministre des affaires étrangères lao, Phoune Sipaseuth, et appuient sans réserve la juste politique de bonne volonté de la République démocratique populaire lao dans ses relations avec le Royaume de Thaïlande. La République socialiste du Viet Nam, la République démocratique populaire lao et la République populaire du Kampuchea déclarent encore une fois solennellement qu'elles respectent l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Thaïlande.

La présence de troupes vietnamiennes au Kampuchea est le résultat d'un accord entre les gouvernements de la République populaire du Kampuchea et de la République socialiste du Viet Nam afin de faire face à la menace venant de l'expansionnisme hégémoniste chinois. Une fois que cette menace aura disparu, la République socialiste du Viet Nam et la République populaire du Kampuchea conviendront du retrait des troupes vietnamiennes du Kampuchea.

/...

La présence de troupes vietnamiennes au Kampuchea ne menace en aucune façon la sécurité de la Thaïlande. Les trois pays d'Indochine sont prêts à examiner et à appuyer toute initiative, d'où qu'elle vienne, qui contribuerait à stabiliser la situation le long de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande sur la base du respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des deux parties. Ils sont également prêts à examiner avec la Thaïlande toutes les questions d'intérêt commun. Ces contacts peuvent être pris directement ou indirectement, bilatéralement ou entre les trois pays d'Indochine d'une part et la Thaïlande de l'autre. De tels contacts n'ont rien, absolument rien, à voir avec la question de la reconnaissance mutuelle, de facto ou de jure. Selon le résultat de ces contacts, la République socialiste du Vietnam et la République populaire du Kampuchea conviendront d'un retrait partiel des troupes vietnamiennes du Kampuchea. Les trois pays d'Indochine soulignent une fois de plus le caractère juste et raisonnable de la proposition de la République populaire du Kampuchea concernant la création d'une zone démilitarisée, sous une forme ou une autre de supervision internationale, afin d'assurer la sécurité dans la région frontalière entre le Kampuchea et la Thaïlande.

5) A l'heure actuelle, les pays d'Indochine font tout leur possible, de concert avec d'autres pays de la région, pour établir de nouvelles relations sur la base des principes de la coexistence pacifique entre Etats dotés de régimes socio-politiques différents. A la trente-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Ministre lao des affaires étrangères, au nom des trois pays d'Indochine, a présenté une proposition en sept points visant à transformer progressivement l'Asie du Sud-Est en une zone de paix, de stabilité et de coopération. Cette proposition satisfait entièrement les aspirations des peuples de l'Asie du Sud-Est et rencontre l'agrément et l'appui de l'opinion publique mondiale. Il est regrettable que les efforts des pays d'Indochine soient fortement entravés par la politique d'intervention et d'agression des forces impérialistes et expansionnistes. Les impérialistes américains, en collusion avec la Chine et les autres forces réactionnaires, mettent en oeuvre une politique hostile de blocus et d'encerclement des pays d'Indochine. Ils remettent en activité les bases américaines de Thaïlande, renforcent leur présence militaire et organisent des manoeuvres militaires bilatérales et multilatérales dans la région, menaçant ainsi la souveraineté et la sécurité des pays de cette zone. Encouragés sur le plan mondial par les Etats-Unis, les milieux dirigeants de Beijing essaient d'exacerber les tensions dans le monde. Ils essaient par tous les moyens de dresser les Etats-Unis contre l'Union soviétique; le bloc de l'OTAN contre celui du Pacte de Varsovie et de saper la paix et la détente internationales. En Asie du Sud-Est, ils poussent les pays de l'ANASE et ceux d'Indochine à l'affrontement, dans l'espoir de semer la discorde entre ces deux groupes de pays et préparer ainsi la voie à la réalisation de leurs rêves d'hégémonie et d'expansion dans la région. Tout en entretenant les forces maoïstes afin de s'ingérer effrontément dans les affaires intérieures des pays de l'ANASE et de la Birmanie, les milieux dirigeants de Beijing s'engagent maintenant, sous des formes diverses, dans une sorte de guerre de destruction contre le Viet Nam et le Laos. Ils continuent de ravitailler, d'équiper et d'utiliser les forces génocides de Pol Pot et d'autres forces khmères réactionnaires pour empêcher la renaissance du peuple kampuchéen et entraver la reconstruction nationale.

Les refus qu'oppose systématiquement la Chine à toutes les propositions faites par le Viet Nam dans le but de stabiliser la situation le long de la frontière sino-vietnamienne, et à celles des pays d'Indochine visant à normaliser leurs relations avec la Chine, comme le fait que cette dernière cherche constamment à enrayer les tentatives de dialogue entre les pays d'Indochine et ceux de l'ANASE, ont suscité le mécontentement de l'opinion publique mondiale. Celle-ci se rend compte de plus en plus clairement que l'intérêt de la Chine est de maintenir la tension dans cette région afin de servir ses buts expansionnistes allant à l'encontre des aspirations et des intérêts des peuples qui s'y trouvent. Il apparaît en conséquence que la principale menace pour l'indépendance et la sécurité des pays de l'Asie du Sud-Est vient de l'expansionnisme chinois. Il est de plus en plus évident que la crise actuelle en Asie du Sud-Est n'a pas pour origine les dissensions entre les pays de l'ANASE et les pays d'Indochine, mais bien la politique d'agression et d'intervention des autorités chinoises contre ces derniers.

Cela étant, une tâche urgente s'impose à tous les peuples de la région : agir de concert pour éliminer à la racine la menace qui pèse sur la souveraineté et la sécurité des peuples de l'Asie du Sud-Est et sur la paix et la stabilité dans cette région, et s'opposer à toute intervention ou tout diktat des forces expansionnistes et impérialistes. Il est nécessaire que les pays de cette région se rencontrent pour discuter des problèmes régionaux et les résoudre sur la base de l'égalité, du respect mutuel et de la non-imposition de ses vues à autrui. Les pays d'Indochine se félicitent du courant favorable au dialogue avec les pays d'Indochine qui se fait jour au sein des pays de l'ANASE. Si ceux-ci ne semblent pas encore disposés à prendre part à une conférence régionale comme le proposent les pays d'Indochine, le Laos, le Kampuchea et le Viet Nam sont prêts, quant à eux, à entretenir des contacts avec les pays de l'ANASE, directement ou indirectement, sur un plan bilatéral ou multilatéral, afin de conférer et de trouver ensemble une solution aux questions relatives à la paix et à la stabilité dans la région. De tels contacts ne peuvent en aucune façon être liés à la question d'une reconnaissance mutuelle de facto ou de jure.

6) La Conférence s'est tenue dans une atmosphère d'amitié et de solidarité et s'est caractérisée par l'unité de vues. La Conférence s'est déclarée fermement convaincue qu'en dépit des nombreux obstacles et difficultés qu'il reste à écarter, la lutte que mènent ces trois peuples pour bâtir et défendre leurs patries respectives sera inéluctablement couronnée de succès. La paix et la stabilité en Asie du Sud-Est et dans le monde ne peuvent que se raffermir et se renforcer.

